

La question du référendum

vénézuélien : Signification et conséquences pour la stabilité politique vénézuélienne?

Depuis bien des mois maintenant, le Venezuela est aux prises avec une crise politique dans laquelle s'affrontent le gouvernement du président Hugo Chavez et l'opposition. Cette dernière, qui réunit l'élite économique et politique du pays, a cherché à destituer le président par divers moyens, y compris une tentative de coup d'État, une grève générale et un référendum à force exécutoire. L'intéressé se défend farouchement en usant du pouvoir de sa fonction pour affaiblir les figures de l'opposition tant sur le plan économique que politique. Résultat, le pays est dans une impasse politique, malgré les efforts apparemment incessants de personnalités nationales et étrangères qui cherchent à réconcilier les parties en arrivant à une solution démocratique mutuellement convenue qui permettrait à l'électorat vénézuélien de décider si Hugo Chavez devrait rester à la présidence ou démissionner de ses fonctions.

Un changement important est intervenu le 8 juin 2004 dans le débat sur le référendum. En effet, c'est à cette date que la Commission électorale nationale (CNE) a statué que l'opposition avait réuni assez de signatures valides pour déclencher un référendum. La date en a été fixée au 15 août. Ce choix est lourd de sens, car le scrutin aura lieu à quelques jours à peine du 18 août, date limite à laquelle le référendum pourrait entraîner une procédure en destitution de Hugo Chavez et l'organisation de nouvelles élections. L'interprétation constitutionnelle précise qu'après cette date, le vice-président, qui passe généralement pour être une des marionnettes de Hugo Chavez, assumerait les fonctions de la présidence.

Pour l'instant, la question clé est de savoir si le résultat du référendum sera respecté ou si Hugo Chavez, s'il est battu, réussira à faire obstruction à la procédure en destitution et à rester au pouvoir. Voici notre avis :

- Trois jours (soit l'intervalle entre le 15 et le 18 août) semblent bien peu pour dépouiller les bulletins et proclamer un vainqueur, après avoir traité les inévitables contestations juridiques et publiques. Il demeure fort probable que la stratégie clé de Hugo Chavez consiste à soulever des objections techniques sur le déroulement du vote, ce qui fera dépasser la date limite du 19 et permettra des contestations juridiques faisant valoir qu'il est impossible d'organiser de nouvelles élections.
- Cette interprétation (à savoir que Hugo Chavez s'est arrangé pour créer une ambiguïté si le référendum joue en sa défaveur) est confortée par d'autres facteurs. En effet, le libellé de la question du référendum n'est

- pas clair, les machines à voter ne seront peut-être pas en place à temps, et Hugo Chavez a essayé dernièrement de modifier la composition de la Cour suprême en sa faveur. La chambre électorale de cette dernière sera l'arbitre final de toute contestation juridique du résultat du référendum.
- Hugo Chavez ne s'est jamais laissé troubler par le fait que sa cote de popularité, selon le sondage considéré, est loin de suffire pour remporter le référendum. Il ne démord pas de sa position : se battre pour rester au pouvoir et pour réaliser ses objectifs révolutionnaires. Il devrait engager des dépenses budgétaires et attiser l'agitation sociale en mobilisant ses partisans et en incitant à des affrontements avec l'opposition. Il est probable qu'il pousse à l'agitation pour justifier un État d'exception (suppression des libertés publiques) ou pour faire obstruction au processus référendaire.

Si l'improbable se produisait (autrement dit, la procédure en destitution et le résultat sont annoncés et acceptés sans grande obstruction), on ne sait pas vraiment pour l'instant si Hugo Chavez serait autorisé à se présenter tout de suite à de nouvelles élections. La chambre constitutionnelle de la Cour suprême n'est claire qu'en ce qui concerne sa possibilité de se représenter au terme de son mandat actuel, en 2006. La dynamique électorale avantageant Hugo Chavez dans une élection présidentielle, il est vraisemblable qu'il sera encore président dans un proche avenir.

Globalement, nous ne nous attendons pas à ce que le processus référendaire se passe en douceur et nous nous attendons à une polarisation encore plus grande au Venezuela à l'approche et au lendemain du 15 août. Conformément à l'analyse antérieure du PRAD, cependant, nous ne nous attendons pas à ce que cette agitation menace réellement ou longtemps la production ou les approvisionnements pétroliers.

Veillez adresser vos questions à Rod Lever, poste 8835.